

Burundi/Crise

L'ex-traqueuse de nazis Beate Klarsfeld dit "craindre le pire"

AFP
Nairobi/Kenya

LES "massacres" liés à la crise politique que traverse depuis fin avril le Burundi "laisse craindre le pire", s'est alarmée hier, à Bujumbura, Beate Klarsfeld, ex-traqueuse de criminels nazis et aujourd'hui ambassadrice honoraire et envoyée spéciale de l'Unesco pour l'enseignement de l'Holocauste et la prévention du génocide.

"La crise politique que traverse le Burundi pourrait dégénérer en une catastrophe humanitaire. Les massacres qui ont été perpétrés en 2015 font présager le pire", a estimé, dans un communiqué reçu à Nairobi, Mme Klarsfeld, arrivée hier dans la capitale burundaise.

Son programme n'a pas été précisée, mais elle y a indiqué se rendre "au Burundi, pays dont la population a déjà tant souffert de guerres civiles pour y lancer avant tout un appel angoissé au respect de la vie humaine".

Beate Klarsfeld, 76 ans, a appelé la jeunesse burun-



Photo : AFP

Beate Klarsfeld, ex-traqueuse de criminels nazis et aujourd'hui ambassadrice honoraire et envoyée spéciale de l'Unesco pour l'enseignement de l'Holocauste et la prévention du génocide.

daise "à faire le choix de la paix et du dialogue pour que ne se répètent pas les horreurs du passé dont le Burundi a déjà tant souffert".

Mme Klarsfeld a appelé à la reprise des discussions - actuellement au point mort - entre le camp du

président Pierre Nkurunziza et ses adversaires, "pour permettre la réconciliation, l'unité nationale et pour mettre fin le plus rapidement possible aux tueries aveugles, aux assassinats ciblés, aux coups de force et à la multiplication des crimes à caractère eth-

nique".

L'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza à un 3e mandat, jugé par ses adversaire contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha ayant permis la fin de la guerre civile (1993-2006) a plongé le

Burundi dans une guerre civile émaillée de violences ayant fait plusieurs centaines de morts et poussé plus de 200 000 personnes à quitter le pays.

Les autorités ont mis en échec une tentative de coup d'Etat militaire et brutalement maté six semaines de manifestations, mais les violences - désormais armées - se sont intensifiées depuis la réélection controversé de M. Nkurunziza le 21 juillet. Beate Klarsfeld a été nommée à ses fonctions en octobre 2015 avec son mari Serge, 79 ans, en compagnie duquel elle a traqué durant des décennies les anciens criminels nazis. Ils ont joué un rôle essentiel pour faire juger Kurt Lischka, ancien chef de la Gestapo à Paris, Klaus Barbie, son homologue dans la région de Lyon (centre-est de la France), ainsi que de fonctionnaires français ayant collaboré avec le régime nazi, comme René Bousquet, Paul Touvier, Jean Leguay et Maurice Papon.

RDCongo/Crise

9% de la population a besoin d'assistance humanitaire

AFP
Kinshasa/RDCongo

PRES de 9% de la population de la République démocratique du Congo a besoin d'une assistance humanitaire en 2016, selon le "plan de réponse humanitaire 2016" pour ce pays publié hier par les Nations unies.

"Une crise humanitaire aux proportions massives a plongé 7,5 millions de personnes dans le besoin d'assistance humanitaire et de protection, soit près de 9% de la population de la RDC projetée pour 2016", écrit le Bureau de l'Onu pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) dans ce document.

"Bien que l'Est de la RDC demeure la partie du pays la plus frappée par la crise avec plus de 1,6 million de déplacés internes fin 2015, les besoins humanitaires se manifestent sur l'ensemble du territoire", est-il précisé dans le document.

Dans son plan, Ocha prévoit, avec l'aide de ses partenaires, de venir en aide à 6 millions de personnes en RDC cette année, et chiffre pour cela le besoin de financement de son plan à 690 millions de dollars.



Photo : AFP

Des dizaines de milliers de déplacés ont fui des combats dans la ville de Sak, à l'ouest de Goma, en RDC.

Si les "personnes déplacées sont particulièrement vulnérables, c'est aussi très souvent le cas des foyers qui les accueillent", ajoute Ocha, notant "le manque de développement généralisé" d'un pays où "la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique" et où choléra, paludisme, rougeole et fièvres hémorragiques font des ravages.

L'Est congolais est déchiré

par plus de vingt ans de conflits armés, alimentés par des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

La RDC traverse une crise politique profonde depuis la réélection de Joseph Kabila en novembre 2011 à l'issue de scrutins marqués par des fraudes mas-

sives. Aux termes de la Constitution congolaise, le deuxième et dernier mandat possible de M. Kabila s'achève en décembre, mais la tenue d'une présidentielle crédible avant la fin de l'année apparaît chaque jour un peu plus incertaine en l'absence de calendrier électoral et de fichier électoral à jour, faisant craindre de nouvelles violences.

La situation aux frontières de la RDC, n'est pas rassurante non plus, avec les conflits en Centrafrique, au Soudan du Sud et au Burundi, d'où affluent déjà des réfugiés vers le Congo. Et pour Ocha, la tenue d'élections générales dans cinq des neuf pays voisins de la RDC entre 2016 et 2017 pourrait "engendrer de nouveaux besoins humanitaires" avec "l'afflux de nouveaux réfugiés".

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Présidentielle.** Ziguélé veut un recomptage manuel des votes

L'un des principaux candidats de la présidentielle en Centrafrique, Martin Ziguélé, arrivé 4e au premier tour du 30 décembre (avec 10,8% des voix), "exige le recomptage" manuel des votes et dénonce un manque de transparence dans la publication des résultats.

• **Kenya/Université.** Une vingtaine d'étudiants seulement à la reprise à Garissa

Une vingtaine d'étudiants se sont présentés hier à la reprise des cours à l'Université de Garissa, dans l'est du Kenya, qui en accueillait environ 800 lorsqu'elle avait été attaquée en avril par un commando islamiste shebab, un massacre ayant fait au moins 148 morts dont 142 étudiants.

• **Niger/Présidentielle.** Hama Amadou : un candidat en prison

La Cour d'appel de Niamey rejeté hier la demande de liberté provisoire de Hama Amadou, opposant et candidat à la présidentielle du 21 février, écroué depuis deux mois pour son implication présumée dans une affaire de trafic de bébés.

• **Nigeria/Elections.** L'Etat de Bayelsa reste aux mains du parti de l'ex-président Jonathan

L'Etat pétrolier de Bayelsa, fief de l'ex-président Goodluck Jonathan dans le sud du Nigeria, restera aux mains du parti de l'ancien chef de l'Etat, a-t-on appris dimanche soir au terme d'une élection de son gouverneur marquée par de nouvelles violences.

A travers le monde

• **Espagne/Justice.** La princesse Cristina, sœur du roi, jugée pour fraude

Pour la première fois, la sœur du roi d'Espagne Cristina de Bourbon s'est assise hier sur le banc des accusés, tout en espérant ne pas y rester longtemps, pour une affaire présumée de fraude fiscale et de corruption impliquant son mari.

• **France/Violence.** Un enseignant juif agressé par un jeune se revendiquant "d'Allah" et de l'EI

Un enseignant juif a été victime d'une agression antisémite hier à Marseille, dans le sud-est de la France, revendiquée "au nom d'Allah" et du groupe Etat islamique (EI) par son auteur, un adolescent turc d'origine kurde armé d'une machette.

• **Irak/Attentat.** Au moins 12 morts dans l'attaque d'un centre commercial à Bagdad

L'attaque dans un centre commercial de Bagdad a pris fin hier soir après avoir fait au moins 12 morts, selon des sources médicales et de sécurité. "Les forces de sécurité ont désormais totalement le contrôle, les assaillants ont été tués et les otages libérés", a déclaré un responsable de la police.